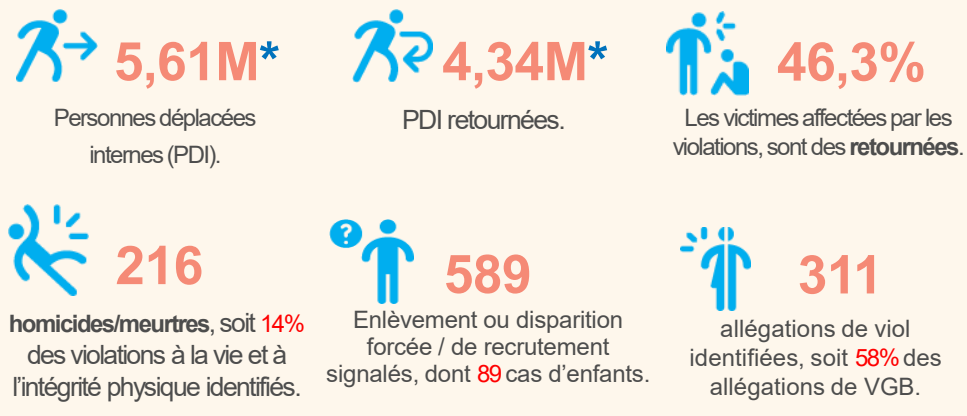
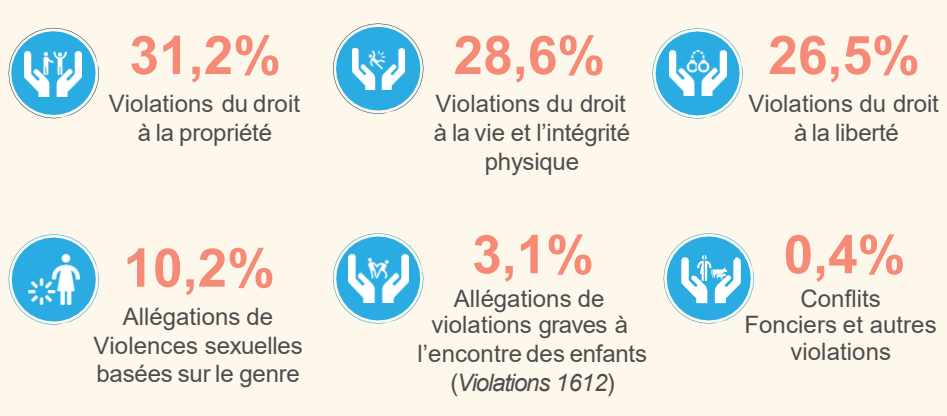




Chiffres clés



Catégories de violations/abus identifiés**



* Les données relatives aux mouvements de population concernent le mois de février 2026.
 ** Les statistiques sur les violations et abus proviennent du monitoring de protection couvrant le mois de mars 2026.

APERÇU GÉNÉRAL

En mars 2026, la dynamique du conflit et l'insécurité ont maintenu une pression élevée sur la protection des civils, avec une combinaison de violences armées, violations des droits humains et tensions intercommunautaires. Les civils restent la cible principale, à travers des homicides, enlèvements, pillages, arrestations arbitraires, et des risques accrus de Violences Basées sur le Genre (VBG), dans un contexte où les mouvements de population (déplacements/retours) se font souvent sans garanties de sécurité. Parallèlement, la présence de restes explosifs de guerre (REG) continue d'exposer surtout les enfants à des blessures/décès et peut restreindre la mobilité vers les champs et axes vitaux.

En Ituri, les données de monitoring indiquent une hausse notable des violations (+43% dans les zones couvertes), avec une menace persistante des ADF (Irumu/Mambasa) et une forte vulnérabilité autour des sites (Djugu), où des incidents graves sont rapportés, y compris dans/aux abords des sites de déplacés.

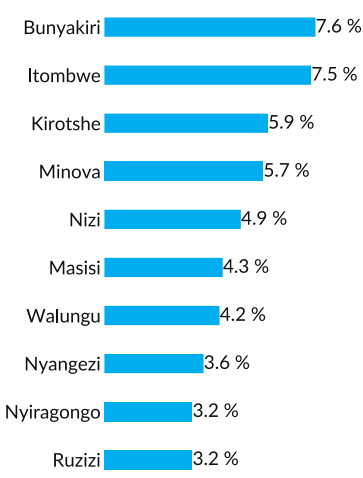
Dans le Nord-Kivu, des signaux de "retrait" de l'AFC/M23 de certaines localités ne se sont pas traduits par une amélioration de la situation : les espaces "libérés" ont été rapidement réoccupés par d'autres acteurs armés. De graves incidents de protection et des actes de représailles ont été rapportés au courant de ces mouvements de retrait/réoccupation.

Au Sud-Kivu, les violents affrontements, y compris l'usage des drones et autres armes lourdes autour d'Uvira et dans les Hauts Plateaux de Fizi s'accompagne de plusieurs violations (enlèvements, meurtres, viols, travaux forcés), de nouveaux mouvements forcés de population et un blocus humanitaire autour de la zone de Minembwe.

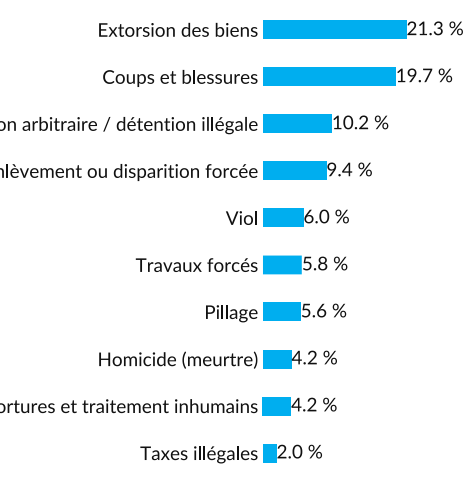
Le Tanganyika présente un profil d'incidents dominé par l'insécurité urbaine, des actes de criminalité armée, la montée de la justice expéditive, ainsi que des pratiques d'extorsion/taxation illégale et des entraves à la circulation en zones rurales. Des cas de pillages et d'arrestations arbitraires rapportés renforcent le risque de défiance entre communautés et acteurs étatiques.

Dans l'Ouest (Mai-Ndombe, Kwango, Kwilu) et à Kinshasa (Maluku), la tendance est à une pacification incomplète : malgré des redditions et remises d'armes, certaines factions Mobondo restent actives ou se reconfigurent, avec des exactions, pressions sur les communautés. Des tensions communautaires au Kwilu affectent la cohésion sociale, y compris l'accès à l'école pour beaucoup d'enfants.

TOP 10 DES ZONES DE SANTÉ AFFECTÉES



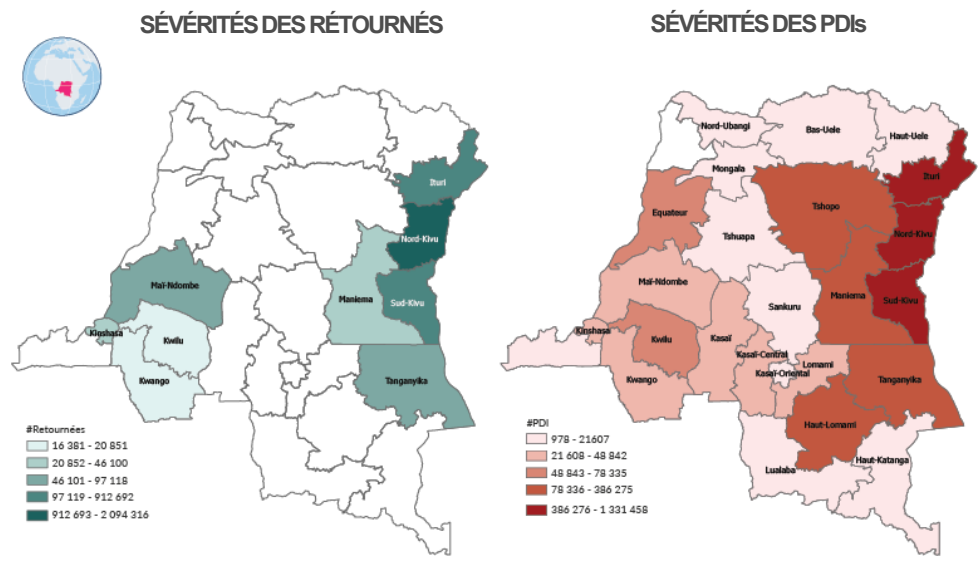
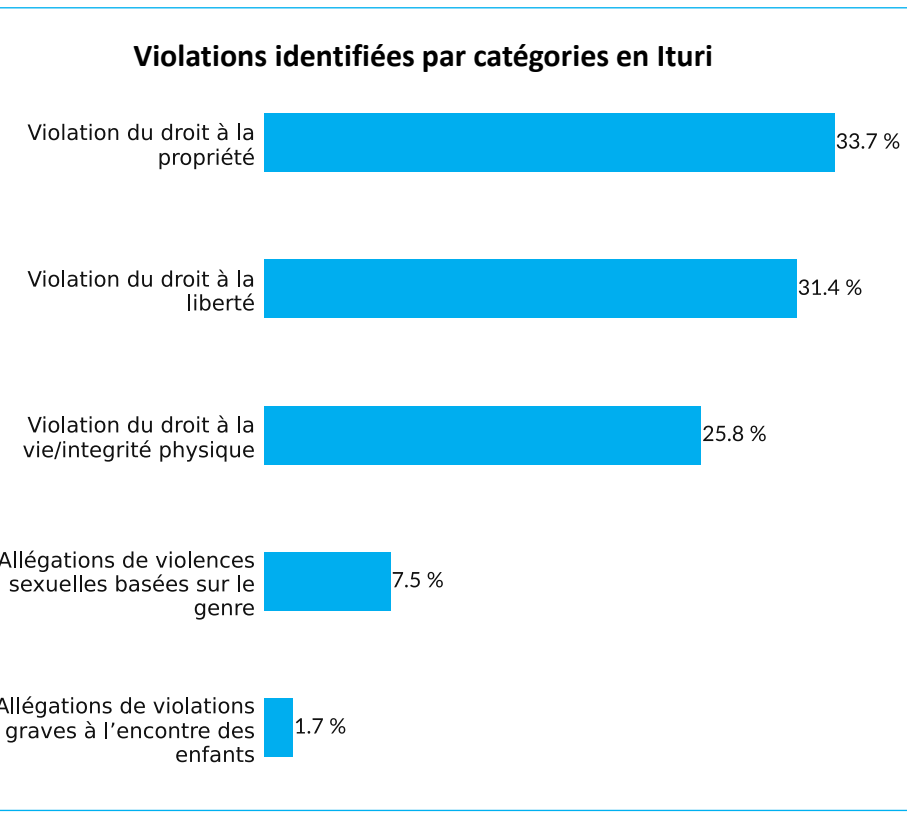
TOP 10 DES VIOLATIONS IDENTIFIÉES



FAITS SAILLANTS

Province de l'ITURI¹:

Au cours du mois de mars 2026, une augmentation de plus de 43% des violations et atteintes aux droits humains a été constatée par rapport à la période précédente dans les zones couvertes par le Monitoring de Protection en Province de l'Ituri.



¹ Rapports hebdomadaires et Flash Info de protection IEDA Relief/UNHCR



Territoire de Djugu

- Des violations répétitives du caractère civil et humanitaire ont été constatées au cours de la période, accompagnées de multiples violations des droits humains (homicides, enlèvements, coups et blessures, détention illégale, travaux forcés...) autour et au sein des sites de Plaine Savo et Lala ainsi qu'au sein des sites de Bule et Djaiba avec pour présumés auteurs les militaires.
- Des abus des droits humains auraient été enregistrés dans les groupements Ng'le, Djaiba et Dhebdro, chefferie des Bahema Badjere, en zone de santé de Fataki entre le 8 et le 11 mars.

A titre d'illustrations :

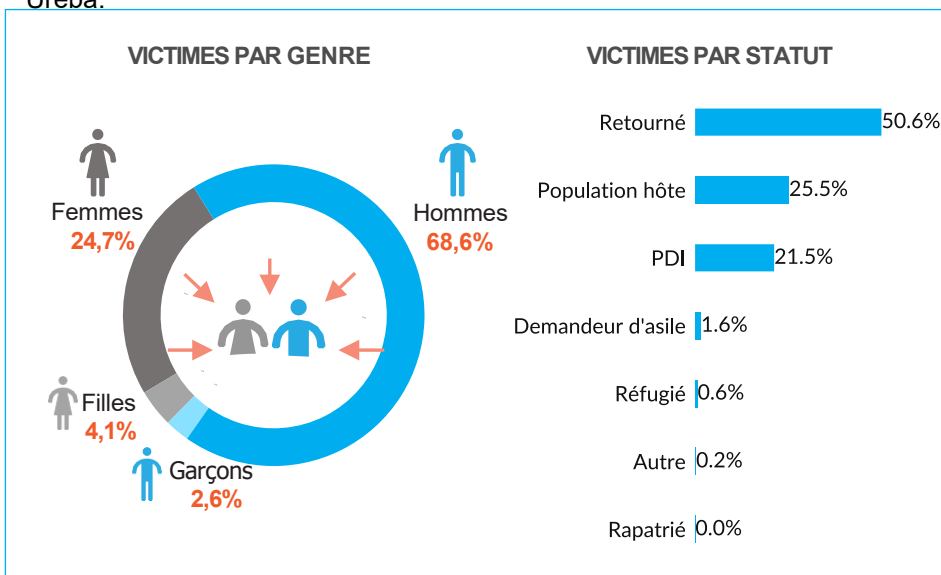
Le 8 mars, une quinzaine de PDIs, auraient été arrêtées par des militaires au village Samaria, groupement Ng'le ; 8 PDIs auraient réussi à s'enfuir et 7 autres auraient été tuées par balles.

Le 09 mars 2026, des militaires FARDC auraient perpétré une intrusion dans le site de Plaine Savo où ils auraient tiré plusieurs coups de feu, provoquant la panique parmi les PDIs, incendiant quatre abris et tuant une PDI touchée par balle alors qu'elle se trouvait dans son abri.

- En outre, le 11 mars, 30 corps de PDIs du site de Plaine Savo tués par des présumés éléments FARDC auraient été découverts dans la localité de Dhebdro, du groupement de Dhebdro, dans la chefferie des Bahema Badjere, en zone de santé de Fataki.

Le 17 mars 2026, de présumés militaires FARDC se seraient positionnés sur la colline surplombant le site de Lala, et auraient tiré des coups de feu provoquant la débandade des femmes sorties du site à la recherche d'approvisionnement aux abords du site. Par la suite, ils auraient mené une opération dans le site de Plaine Savo et dans le village de Budjona.

- Les activités auraient été pratiquement à l'arrêt au centre de santé de référence de Dala qui reçoit environ 60 000 personnes en raison d'une insécurité persistante marquée par des affrontements répétés entre les FARDC et les éléments du groupe armé Convention pour la Révolution Populaire (CRP). La majorité des malades auraient fui l'établissement sanitaire pour se réfugier en brousse, au péril de leur santé.
- Les éléments CODECO se seraient affichés par des travaux forcés et extorsions imposés aux retournés dans la localité de Kamba, notamment la construction d'une habitation appartenant à un membre du groupe armé.
- De même, dans la localité de Petsi, le 23 mars 2026, plus de 100 personnes retournées auraient été forcées par des présumés éléments de la CODECO à transporter du bois de chauffage vers leur camp.
- Dans la zone de santé de Mangala, des enlèvements attribués à la CRP ont été documentés, assortis de rançons élevées, tandis que des arrestations massives de civils ont été menées par les FARDC dans les villages de Loji, Tchelo et Ureba.



Territoire d'Irumu

- La situation a été marquée par une présence active des groupes armés ADF et PRI qui auraient été responsables de multiples atteintes graves aux droits humains avec comme cible principale les civils. Par ailleurs, bien qu'une diminution des attaques et incursions des présumés combattants ADF contre les civils ait été observée au cours de ce mois, ce groupe armé demeure une menace persistante pour les populations vivant dans quatre chefferies réparties entre deux zones de santé, à savoir : chefferie des Walese Vonkutu, en zone de santé de Komanda ; et chefferies des Bahema Mitega, Bahema Boga et Banyali Tchabi, en zone de santé de Boga.
- Des recrutements forcés de jeunes et des enlèvements auraient été enregistrés dans des regroupements du territoire.

A titre illustratif, 5 pygmés auraient été enlevés par des présumés éléments ADF dans le groupement de Bayo le 22 mars et 5 jeunes auraient été enlevées dans le groupement de Biki à la même date par des éléments ADF.

- Des cas d'extorsions ont été signalés également ainsi que des barrières illégales érigées sur des axes routiers et des pillages (bétails, produits de pêche, carburant et des biens privés) avec comme auteurs présumés les éléments FRPI.

Territoire de Mambasa

- Des incursions de présumés éléments ADF se poursuivent à travers le territoire, assortis de pillages, enlèvements, homicides... 5 des 6 chefferies que compte le territoire sont touchées par les violences attribuées aux ADF ; ce qui contraint de nombreuses familles à des déplacements vers des zones jugées plus sûres.
- Les populations civiles ont particulièrement été marquées entre le 11 et le 16 mars dans des villages proches de la réserve à faune Okapi avec l'homicide de plus de 65 civils tués au cours de ces incursions.
- Des présumés éléments ADF auraient perpétré des incursions dans les localités de Muchacha et Mavuvu, dans le groupement Enjewa le 11 mars. Après avoir incendié une base minière à Muchacha, des actes de pillage auraient été commis par eux à Mavuvu ainsi que l'incendie de plusieurs habitations et l'homicide d'au moins deux personnes.
- Environ de 3 200 ménages (autour de 16 000 personnes) déplacés se sont déplacés dans la zone de santé de NiaNia à la suite d'une attaque contre les carrés miniers survenue le 11 mars.
- En outre, une attaque attribuée aux éléments ADF aurait coûté la vie à plus de dix personnes le 19 mars, dans le village de Nzaro, situé à environ 90 km de Mambasa-centre. Plusieurs personnes seraient portées disparues, des maisons et d'autres biens auraient été incendiés. Plusieurs villages situés le long de l'axe Mambasa-Nduye se seraient complètement vidés de leurs habitants, et le trafic y est désormais interrompu. Plusieurs écoles et structures sanitaires seraient également fermées.
- Après ces récentes attaques des ADF dans la zone, la situation sanitaire est devenue critique. Plus de dix postes de santé et deux centres de santé ont été fermés à la suite des attaques des rebelles ADF dans les chefferies de Bombo et Bandaka (aires de santé de Badengaido et Bafwakoa).

Territoire D'ARU

- Au cours du mois de mars 2026, une légère augmentation de violations a été observée dans le territoire d'Aruru en raison non seulement des incursions armées transfrontalières, mais aussi des hommes armés non autrement identifiés, opérant dans la chefferie des Kakwa, côté République Démocratique du Congo.

Ces incursions ont donné lieu à plusieurs violations et abus des droits humains, notamment des coups et blessures, enlèvements, pillages et extorsions de biens. Les populations affectées sont principalement les demandeurs d'asile et réfugiés, ainsi que les communautés autochtones des localités frontalières d'Ukaba et d'Agoroba, déjà vulnérables en raison de leur proximité avec les frontières internationales.

Province du NORD-KIVU :

Territoire de Masisi

- Le renforcement de la présence des éléments d'un groupe armé au groupement de Bashali-Mokoto a entraîné le déplacement préventif de 51 ménages de 255 individus à Butale, le 1er mars. Dans ce contexte, des cas de violences basées sur le genre (VBG) ainsi que d'autres violations auraient été signalées au cours de la période dans les localités de Kamuronza, Nyamaboko I et Nyamaboko II.

Ainsi par exemple, entre le 5 et le 8 mars, 4 femmes et jeunes filles auraient été violées par des présumés éléments armés alors qu'elles revenaient des champs ou d'une source d'eau dans ces regroupements.

De même, lors de déplacements pour la recherche de moyens de subsistance les femmes et filles sont exposées aux VBG.

- Des éléments armés auraient organisé une réunion le 3 mars au cours de laquelle ils auraient demandé à la population de se préparer à assurer elle-même sa sécurité, au groupement de Bashali-Kaembe, provoquant une grande peur au sein de la communauté et entraînant le déplacement de plus de 110 ménages.





- La poursuite des affrontements opposant un groupe armé aux éléments des groupes armés rivaux dans plusieurs localités du territoire de Masisi (groupements de Bapfuna, Banyungu, Bashali-Mokoto, Bashali-Kaembe et de Nyamaboko 1) dégrade considérablement l'environnement de protection des civils. Les affrontements exposeront les populations à des déplacements continus et plusieurs exactions, dont des coups et blessures, des meurtres, pillages de biens et entraveront gravement leur accès aux moyens de subsistance.

Le 3 mars, les affrontements entre les groupes armés dans les groupements de Bashali Mokoto et Bashali-Kaembe ont entraîné le déplacement de plus de 390 ménages de 1 990 individus. Entre le 20 et le 23 mars, plus de 1 080 ménages d'environ 5 400 individus se sont déplacés des groupements de Bapfuna, Biiri, Bashali-Mokoto, Bashali-Kaembe vers d'autres localités en raison d'incursions répétitives et affrontements entre un groupe armé et une coalition rivale.

Dans le village de Katuunda (groupements de Bapfuna), des combats auraient provoqué le déplacement d'environ 96 ménages vers la localité de Loashi (groupement de Biiri).

- Des actes de représailles visant des civils accusés de collaboration avec des groupes armés rivaux se poursuivraient avec de graves conséquences sur la protection des populations.

A titre indicatif, le 2 mars, au village Mulinde (groupement Bashali-Kaembe), accusés d'être liés au groupe armé rival, une femme et ses 3 fils auraient été tués par des éléments d'un groupe armé et des biens auraient été pillés dans 9 ménages par ces mêmes éléments armés.

- Il est important de rappeler la présence des restes explosifs de guerre (REG) dans d'anciennes zones occupées par des groupes armés ; ce qui constitue toujours une menace pour la population. A titre d'exemple, le 25 mars, un enfant aurait été tué et deux autres auraient été grièvement blessés lors d'une exposition à une grenade abandonnée à Mubambiro (groupement de Kamuronza).

Territoire de Rutshuru

- Il a été signalé le démantèlement du site de PDIs par un groupe armé au groupement de Tongo le 1er mars ; contraignant au moins 300 ménages de 1500 individus ont regagné leurs villages d'origine en dépit de l'insécurité continue qui y sévit exposant ainsi ces personnes à plusieurs risques de protection.
- Des affrontements entre groupes armés rivaux se seraient poursuivis dans le groupement de Kihondo, contribuant à de multiples exactions contre les populations, notamment des meurtres, des blessures, des pillages et d'autres violations des droits humains.
- Les civils seraient continuellement exposés à diverses exactions aussi bien lors d'affrontements de groupes armés rivaux, qu'en cas de soupçon de soutenir des groupes armés rivaux, ou lors d'incursions d'acteurs armés pour des motivations diverses (dont le besoin de s'approvisionner). Des cas de meurtres, violences physiques, arrestations arbitraires, enlèvements, pillage de biens ont été enregistrés durant toute la période.

Territoire de Nyiragongo et ville de Goma

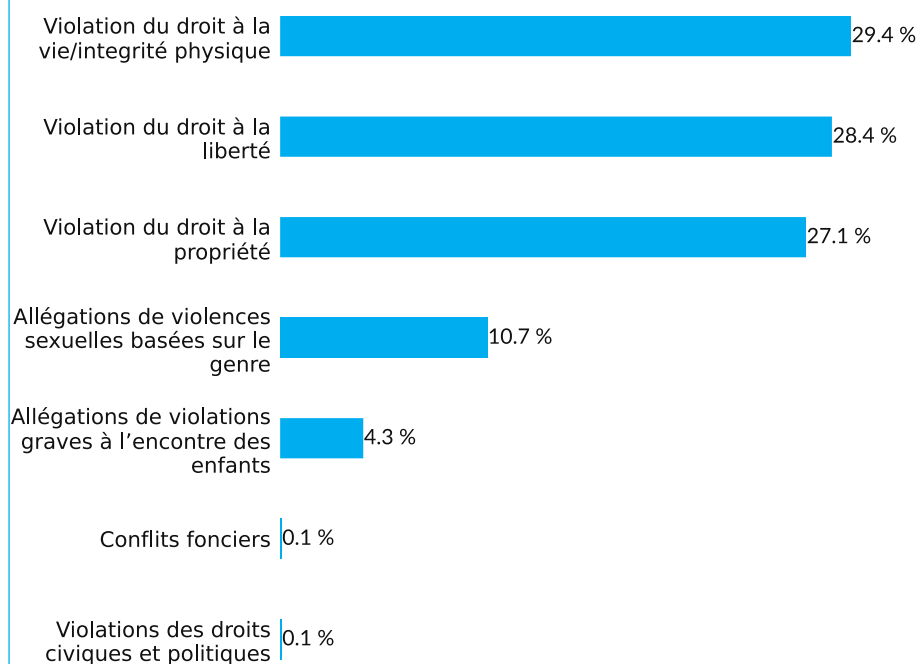
- Des affrontements auraient été signalés dans la partie nord de la chefferie de Bukumu, située dans le Parc national des Virunga et des détonations d'armes lourdes auraient été entendues dans plusieurs localités du territoire de Nyiragongo ainsi que dans certains quartiers périphériques de la ville de Goma, accentuant la peur des communautés et restreignant temporairement l'accès aux champs situés dans cette zone.
- La présence de REG est une menace persistante pour les populations qui sont exposées à des risques de blessures, mutilations ou décès. De plus, la présence de ces REG limite la circulation des populations dans les zones agricoles ou elles se ravitaillent en biens essentiels à leur survie.

A titre d'exemple, le 4 mars, un homme résidant, qui se trouvait dans son champ au village Karambi (groupement de Rusayo), aurait été blessé par l'explosion d'un engin explosif lorsque sa houe l'aurait accidentellement heurté.

- Une forte inquiétude a été ressentie au sein de la population tout au long de la période en raison de l'usage de drones, artillerie, armes explosives par les parties en conflit et ce, dans des zones fortement peuplées². Les vies de civils ont été ôtées et des infrastructures ont été détruites ou pillées au cours de frappes.

Comme illustrations, trois personnes, deux civils et un agent humanitaire, ont trouvé la mort dans deux attaques de drones survenues le 11 mars, sur la ville de Goma. De même, ces frappes ont causé des dégâts matériels.

Violations identifiées par catégories au Nord-Kivu



En outre, dans la nuit du 15 au 16 mars 2026, les habitants des quartiers Mugunga et Lac Vert, dans l'Ouest de la ville de Goma, ont été réveillés par des tirs nourris et des détonations d'armes lourdes. Après plusieurs heures d'échanges de tirs, plusieurs commerces ont été pillés ou détruits et deux corps sans vie ont été découverts.

- Des présumés cas de VBG ainsi que d'autres violations des droits humains auraient été signalées dans différentes localités, dans un contexte marqué par la présence et le renforcement des groupes armés dans certaines zones. Les présumés auteurs de ces exactions seraient souvent des hommes armés.

Territoire de Lubero

- En fin de période, les autorités locales ont signalé le retrait de groupes armés de plusieurs villages qu'ils occupaient depuis plusieurs mois notamment dans les groupements de Buhimba, Luongo, Bulengya, Musindi. Ce retrait suscite à la fois de l'espoir et des interrogations parmi les populations locales quant à l'évolution de la situation, ce d'autant plus que les localités concernées ont été immédiatement occupées par des groupes armés rivaux. Des incidents de protection auraient été enregistrés depuis lors, entraînant un climat de peur au sein de la population.
- Comme au cours de la période précédente, les habitants du groupement de Musindi seraient toujours exposés aux risques liés à la présence de REG abandonnés dans des zones densément peuplées, exposant principalement les enfants aux blessures ou décès et limitant les mouvements des populations sur certains axes routiers essentiels pour l'accès aux vivres et aux biens de première nécessité. Le 14 mars, un enfant de 13 ans aurait été grièvement blessé à la suite de l'explosion d'une grenade abandonnée qu'il avait ramassé au village de Kataro (groupement d'Itala).

PROTECTION DE L'ENFANCE

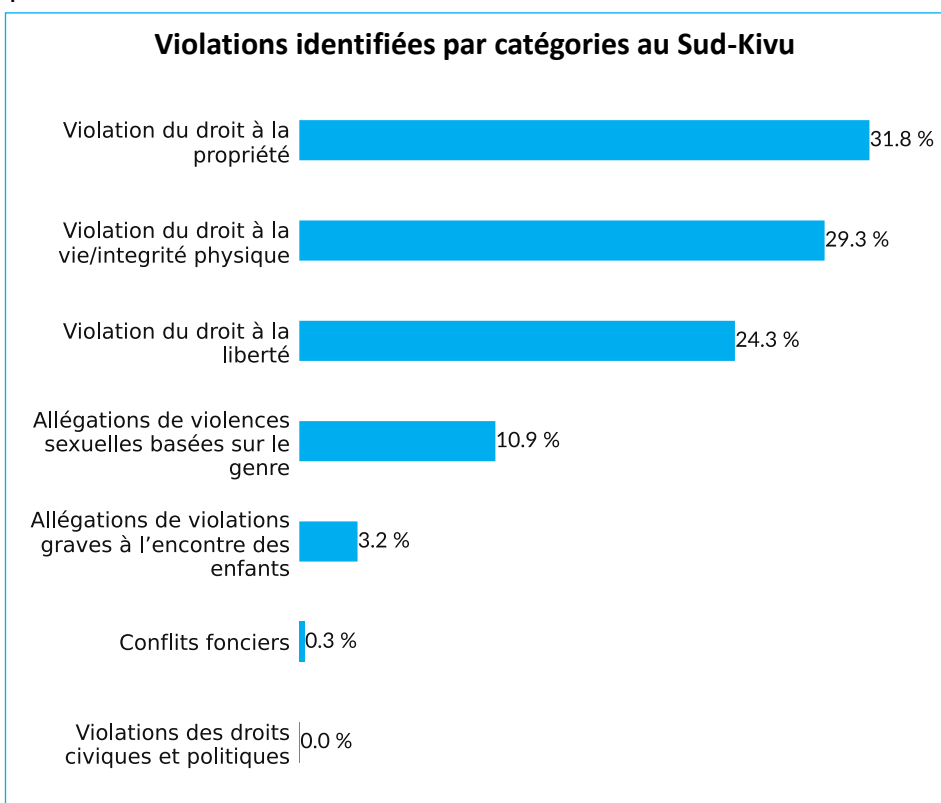
- Une augmentation des alertes liées à la présence d'enfants associés aux groupes armés a été constatée au cours de la période sous revue, notamment à Masisi, Walikale et Rutshuru. Le manque de ressources financières limite la prise en charge et la réintégration des EAGA.
- En outre, les processus de réunification familiale sont retardés en raison de l'insécurité dans plusieurs zones. Les familles d'accueil transitoires reçoivent ainsi les enfants plus longtemps que prévu.

² <https://news.un.org/fr/story/2026/03/1158616>





Province du SUD-KIVU³



Territoire de Kalehe

- La période a été jalonnée d'attaques et affrontements des groupes armés entraînant des déplacements forcés de population ainsi que de représailles ciblant des civils soupçonnés de collaborer avec des factions adverses, homicides, viols, des enlèvements, travaux forcés ainsi qu'extorsion de biens de populations civiles, notamment dans la partie des Hauts et Moyens Plateaux.
- Cet environnement de protection qui s'est dégradé progressivement impacte négativement la durabilité des retours des populations déplacées internes.
- Les populations subissent régulièrement des embuscades tendues par des hommes armés sur des axes routiers ainsi que des incursions dans des localités, assortis de pillage, enlèvements, extorsions et VBG.

Ainsi, une embuscade a été rapportée le 02 mars sur le tronçon routier Ramba-Tchigoma à l'est de Bunyakiri, dans le groupement de Mubugu. Trois femmes PDIs auraient été violées par des éléments d'un groupe armé. Ces dernières n'auraient pas accédé aux soins médicaux en raison de l'insécurité dans la zone.

Territoire de Mwenga

- L'environnement de protection a été dominé par des affrontements alimentés par l'utilisation des drones par les belligérants, avec les civils comme cible principale des groupes armés dans l'espace d'Itombwe au sud-est de Mwenga Centre.
- Les populations ont connu une psychose due à l'usage de drones au cours de trois attaques entre le 8 et le 13 mars dans le groupement de Basimukindje 1er.
- L'activisme des groupes armés aurait comme eu conséquences, entre autres, plusieurs cas de VBG signalés dans le groupement de Basimukindje 1er.

Le 19 mars, six femmes auraient été violées par des éléments d'une faction d'un groupe armé à Ntondo, en chefferie des Burhinyi au nord-est de Mwenga.

- Par ailleurs, des cas de violations graves commises contre les enfants perpétrés par des éléments des groupes armés continueraient d'être observés, affectant des enfants déplacés et retournés : Le 15 mars 2026, sept garçons auraient été recrutés par force et contraints d'intégrer la coalition d'un groupe armé à Kahwera dans le groupement de Basimukindje 1er, secteur d'Itombwe. Dans les mêmes circonstances, trois parents de ces enfants auraient été flagellés et auraient subi des coups et blessures en tentant de s'opposer à ce recrutement.

Ville et territoire d'Uvira

- La réouverture des frontières entre le Burundi et la RDC a entraîné des retours spontanés des réfugiés congolais en provenance du Burundi. Au cours de la première semaine du mois, le retour de 3 437 ménages de 17 185 personnes aurait été observé dans trois communes de la ville d'Uvira et dans les villages de la Plaine de Ruzizi.
- Ces familles seraient accueillies les unes dans les familles d'accueil et les autres retournent dans leurs villages bien que certaines habitations aient été détruites lors des hostilités de décembre 2025 et début janvier 2026.

- La montée des eaux du marais de Nyangara a entraîné l'inondation de plusieurs maisons et écoles le 19 mars 2026. Certains habitants se sont déplacés vers des zones plus sûres, plusieurs infrastructures (écoles, maisons d'habitation et hôtels) ont été touchées, y compris la route nationale n°30, allant d'Uvira vers la frontière burundaise en pleine réhabilitation.

- Après une relative trêve observée autour d'Uvira depuis fin janvier 2026, il a été rapporté à partir de la 2e partie du mois des combats dans la partie Nord de la ville, dans les Hauts et Moyens plateaux ainsi que dans la plaine de la Ruzizi.

Les combats ont entraîné des mouvements de populations civiles et des cas de viol, enlèvements, meurtres et travaux forcés ont été rapportés.

A titre illustratif, le 17 mars, de violents combats opposant les FARDC à l'AFC-M23 à Luvungi près de Kabunambo ont entraîné le déplacement de nombreux habitants vers des zones jugées plus sécurisées, vers Uvira.

Le 12 mars, un civil aurait été tué par balle et cinq autres civils enlevés pour une destination inconnue à la suite d'une embuscade tendue par des éléments d'un groupe armé dans la localité de Kigoma à l'ouest de Sange, dans la chefferie des Bafuliuru.

Province du TANGANYIKA

Territoire de Kalémie

Zone santé Nyemba :

La zone de santé de Nyemba a été particulièrement perturbée par des incidents de protection consécutifs à des tirs incontrôlés de militaires, des violations de droits de l'homme dont les présumés auteurs seraient des militaires, des éléments de groupes armés.

A titre d'exemples, le 13 mars à Kabimba, des tirs incontrôlés de militaires ont fait des victimes civiles et militaires.

Le 21 mars, des pillages systématiques ciblant 32 ménages ont été attribués à des éléments des FARDC à Kabutonga. Par ailleurs, des cas d'arrestations arbitraires par les services de renseignement (ANR) ont été rapportés, notamment à Lubuye, aire de santé portant le même nom, où un enseignant a été détenu sans procédure légale pour un litige civil.

Dans les zones rurales (Bendera, Mahila), la présence visible et armée des miliciens Bishambuke et des éléments Wazalendo entraverait la libre circulation. Ces derniers auraient instauré un système de taxation illégale touchant plus de 300 personnes, accentuant la précarité économique des populations locales déjà vulnérables.

Zone de santé de Kalemie :

Des événements survenus dans un intervalle de quelques jours, démontrent une défaillance de la protection des civils durant les heures nocturnes dans le milieu urbain. La montée des actes de justice expéditive, en réponse à la criminalité armée, aggrave le climat d'insécurité et nécessite un renforcement urgent de la police de proximité ainsi qu'une sensibilisation des leaders communautaires sur les procédures légales.

A titre indicatif, dans la nuit du 13 au 14 mars 2026, des crépitements de balles ont été entendus dans la commune de Kalemie (quartier Regeza, avenue Kabambare). Des bandits armés se sont introduits dans une habitation et ont blessé un occupant à la tête à coups de machette.

Le 19 mars 2026, dans la commune du Lac (territoire de Kalemie, quartier Kankomba), un présumé voleur a été brûlé vif par la population aux environs de 2 heures du matin.

Territoire de Nyunzu

Un incident de vol de bétail survenu dans la nuit du 13 au 14 mars a provoqué une vive panique au sein des populations locales et chez les usagers de la route. Un convoi de marchands de bétail en provenance du territoire de Nyunzu centre et à destination de Kongolo a été attaqué près du village de Lengwe, situé à 84 km du centre de Nyunzu, par de présumés éléments Wazalendo, qui ont braqué le convoi et emporté 80 vaches en direction de Butondo. Selon les informations disponibles, un militaire se serait trouvé parmi les accompagnateurs ; toutefois, étant en infériorité numérique face à des assaillants lourdement armés, il n'aurait pu opposer de résistance. Le chef du village de Lengwe s'est impliqué dans les négociations, permettant la restitution de 20 vaches. Les discussions se poursuivent.

³ Rappports hebdomadaires de Monitoring de protection Sud Kivu, Flash Info IEDA Relief/UNHCR





MAI NDOMBE, KINSHASA, KWILU, KWANGO :

Territoire de Kwamouth

- La situation sécuritaire demeure calme marquée par des redditions d'éléments de groupes armés mais également fragilisée par la résistance d'autres éléments de faction armés qui refusent la pacification enclenchée par les autorités qui consiste au désarmement, à la démobilisation et à la réinsertion dans toutes les régions affectées par la « crise Mobondo » ; ces éléments armés réfractaires à la pacification poursuivent des recrutements pour renforcer leurs rangs.

Des éléments Mobondo se sont rendus le 12 mars aux Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) lors d'une cérémonie complétant une série de redditions d'éléments Mobondo. Seize armes de guerre ont été également remises à l'armée. Outre ces armes, plusieurs combattants de la milice Mobondo se sont également rendus à l'armée régulière au cours de la période sous revue.

- Les exactions commises par des présumées militaires contre la population civile seraient enregistrées tandis que des autorités locales imposeraient de nouvelles taxes sur l'axe Kwamouth–Ngambomi. Les deux situations décrites affaibliraient la confiance entre communautés, autorités et forces de sécurité.

Commune de Maluku

- Les éléments Mobondo poursuivraient des exactions, notamment au sud de la RN-01. A Pongwene, une redevance foncière est imposée aux fermiers environnants, tandis que des militaires commettraient également des exactions contre les civils.

Province du Kwango (territoires de Kenge et Popokabaka)

- Les factions dont les leaders se sont rendus se réorganiseraient autour d'anciens commandants qui commettraient des exactions telles que des braquages et menaces quotidiennes aux populations civiles. On constate une multiplication des factions n'ayant pas fait reddition.

Province du Kwilu

- Le groupement de Kisia reste sous la menace d'un leader d'une faction armée qui cherche à étendre son territoire. Cette faction est également fragilisée par des rivalités internes entre deux groupes, accentuant l'instabilité autour de la RP-214 et perturbant les activités communautaires. Dans le territoire de Bagata, la persistance de tensions communautaires entre Mbala-Yaka et Teke, compromet la cohésion sociale et affecte les activités scolaires, les enfants Teke étant empêchés de fréquenter l'école.

LIMITATIONS

Cet aperçu est rédigé sur une base mensuelle à partir des informations et des rapports envoyés par des partenaires, ainsi qu'à travers les échanges et des discussions avec les partenaires opérationnels.

Les données de suivi de la protection sont utilisées tout au long du rapport telles que disponibles aux dates de rédaction/publication.

Ce rapport fournit une vue d'ensemble des développements clés, illustrés par des exemples de violations des droits de l'homme et n'inclut pas tous les incidents et violations survenus au cours de la période. Les chiffres du suivi de la protection peuvent ne pas correspondre aux derniers développements pour diverses raisons, notamment l'insécurité dans de nombreuses zones de conflit, qui rend impossible la collecte de données. Les chiffres finaux seront publiés à travers les différents mécanismes de rapportage établis.

Si vous avez des commentaires ou des informations pour compléter et améliorer le rapport, merci de bien vouloir nous contacter.

Aperçu: Carte des sévérités de risques de protection

